ML.

14 AVR 1961

L. 7459/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 24 février 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1957 relatif à l'organisation au Ministère de la Défense nationale d'examens d'avancement pour la promotion au grade de conducteur dans les arsenaux et établissements ou services de l'armée, autres que le Service général et les Directions provinciales des constructions militaires", a donné le 7 mars 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 24e februari 1961 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 december 1957 betreffende de inrichting bij het Ministerie van Landsverdediging van examens voor bevordering tot de graad van conducteur in de arsenalen en in de andere inrichtingen of diensten van het leger dan de Algemene dienst en de Provinciale directies militaire bouwwerken", heeft de 7e maart 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet modifie l'arrêté royal du 31 décembre 1957 qui a trait à l'examen d'avancement au grade de conducteur dans les arsenaux et les établissements ou services de l'armée autres que les services des constructions militaires.

Cet arrêté royal prévoit que peuvent participer à l'examen, les chefs des ateliers, les chefs d'atelier, les chefs de travaux et les dessinateurs principaux; le projet ajoute à cette énumération les contremaîtres de première classe et les dessinateurs.

\+

\+ +

Retrouver l'appellation exacte des grades et leur place dans la hiérarchie n'est pas oeuvre aisée. L'arrêté du Régent du 18 juin 1949 portant classement, en catégories, des agents du personnel administratif civil et du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service du Ministère de la Défense nationale, devrait être modifié chaque fois que de nouveaux grades sont créés ou que des changements sont apportés à l'appellation des grades et à leur classement dans les diverses catégories. Tel qu'il est actuellement rédigé, cet arrêté du Régent ne cite même pas le grade de "conducteur", ni celui de "chef des ateliers" pas plus que celui de "chef de travaux". Les grades de "dessinateur" dont il est question au projet ne correspondent pas exactement à ceux prévus par cet arrêté du 18 juin 1949; des modifications d'appellation ont été apportées

à ces grades par l'arrêté royal du 9 février 1954 mais elles n'ont pas été insérées dans l'arrêté de 1949. Le présent projet donne l'occasion au Conseil d'Etat d'attirer l'attention sur la nécessité de revoir l'arrêté du Régent du 18 juin 1949 et d'y apporter toutes les modifications nécessaires.

\+

\+ +

Le projet prévoit que l'examen est réservé notamment aux chefs de travaux.

Suivant l'arrêté royal du 18 novembre 1958 : "la dénomination de chef de travaux à l'Ecole royale militaire remplace celle de chef de travaux pour désigner le grade classé dans la deuxième catégorie des agents de l'Etat, lorsque les emplois s'exercent à l'Ecole royale militaire".

Cet arrêté crée de plus le grade de chef de travaux principal à l'Ecole royale militaire, grade classé également dans la deuxième catégorie des agents de l'Etat.

D'autre part, l'arrêté royal du 20 février 1961, publié au Moniteur belge du 28 février 1961, dispose en son article 1er :
"Les grades mentionnés à l'article 1er, B, de l'arrêté royal du 21 juin 1956 et à l'article 1er, 2°, de l'arrêté royal du 16 mars 1954 sont groupés comme indiqué ci-après et leur appellation est remplacée par la seule appellation figurant en tête du groupe :

.../...

Chef des ateliers A : Ebis/94.800 - 152.400
- chef de travaux principal à l'Ecole royale militaire.

...

Chef d'atelier A: E/80.800 - 128.800
- chef de travaux à l'Ecole royale militaire

...

Chef d'atelier B : E/80.800 - 126.800
- chef de travaux au laboratoire du service de réception.

...".

Il y aurait dès lors lieu de mettre le projet , en tant qu'il s'applique aux chefs de travaux, en concordance avec les arrêtés qui viennent d'être cités.

\+

\+ +

En ce qui concerne le grade de contremaître de première classe, le projet ne semble pas non plus en concordance avec l'arrêté royal du 20 février 1961. Celui-ci prévoit les contremaîtres A, B, C et D et range le contremaître de première classe sous le groupe intitulé "contremaître B".

\+

\+ +

.../...

Le projet prévoit que le candidat doit avoir au moins la mention de signalement "BON" et qu'il doit compter au moins deux ans de fonctions depuis son admission à titre définitif ou au stage dans la deuxième catégorie.

Il pourra se faire qu'un agent définitif qui vient de terminer son stage, n'ait pas encore de signalement au moment où il désire présenter son examen. Il semble que,dans ce cas, il faille admettre que l'agent demande un signalement au supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 3, § 2, 4°, de l'arrêté royal du 7 août 1939,modifié par l'arrêté royal du 1er septembre 1959.

\+

\+ \+

Sous réserve de l'observation concernant les chefs de travaux et les contremaîtres de première classe, le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte des observations ci-dessus et qui apporte de plus au projet diverses modifications de pure forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

.../...

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 31 DECEMBRE 1957 RELATIF A L'ORGANISATION AU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE D'EXAMENS D'AVANCEMENT POUR LA PROMOTION AU GRADE DE CONDUCTEUR DANS LES ARSENAUX ET LES ETABLISSEMENTS OU SERVICES DE L'ARMEE AUTRES QUE LE SERVICE GENERAL ET LES DIRECTIONS PROVINCIALES DES CONSTRUCTIONS MILITAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 4 modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1959, et l'article 74;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, notamment l'article 33;

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1957 relatif à l'organisation au Ministère de la Défense nationale d'examens d'avancement pour la promotion au grade de conducteur dans les arsenaux et les établissements ou services de l'armée autres que le service général et les directions provinciales des constructions militaires;

.../...

Vu l'avis du comité départemental de consultation syndicale;

Vu l'avis de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 10 janvier 1961;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 1er de l'arrêté royal du 31 décembre 1957 relatif à l'organisation au Ministère de la Défense nationale d'examens d'avancement pour la promotion au grade de conducteur dans les arsenaux et les établissements ou services de l'armée autres que le service général et les directions provinciales des constructions militaires, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er.- La promotion au grade de conducteur dans les arsenaux et les établissements ou services de l'armée autres que le service général et les directions provinciales des constructions militaires, est subordonnée à la réussite d'un examen d'avancement organisé par le Secrétariat permanent de recrutement.

.../...

Cet examen est réservé aux agents définitifs occupant les emplois de chef des ateliers, chef d'atelier, chef de travaux, contremaître de première classe, dessinateur principal et dessinateur dans les arsenaux et les établissements ou services de l'armée prévus à l'alinéa 1er, ayant au moins la mention de signalement "BON" et comptant au moins deux ans de fonctions depuis leur admission à titre définitif ou au stage dans la deuxième catégorie".

Article 2.-

... (comme au projet) ...

Article 3.-

... (comme au projet) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp wijzigt het koninklijk besluit van 31 december 1957 dat betrekking heeft op het examen voor bevordering tot conducteur in de arsenalen en in de andere inrichtingen of diensten van het leger dan de diensten militaire bouwwerken.

Dit koninklijk besluit bepaalt, dat aan het examen mogen deelnemen de chefs van de werkplaatsen, de werkmeesters, de werkleiders en de eerstaanwezende tekenaars ; het ontwerp voegt hieraan toe de meesterknechten eerste klasse en de tekenaars.

\+

\+ \+

Het is niet zo eenvoudig de juiste benaming van de graden en hun plaats in de hiërarchie terug te vinden. Het besluit van de Regent van 18 juni 1949 houdende indeling in categorieën van de leden van het burgerlijk administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging ,zou moeten worden gewijzigd telkens als nieuwe graden worden ingesteld of de benaming van de graden en hun indeling in de onderscheiden categorieën worden gewijzigd. In zijn huidige vorm vermeldt dit besluit van de Regent zelfs niet de graad van "conducteur", noch die van "chef van de werkplaatsen" en evenmin die van "werkleider". De in het ontwerp genoemde graden van "tekenaar" stemmen niet helemaal overeen met die van het besluit van 18 juni 1949 ; de benaming van deze graden is gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 februari 1954, maar in het

.../...

besluit van 1949 zijn de wijzigingen niet ingevoegd. Het onderhavige ontwerp biedt de Raad van State de gelegenheid om te wijzen op de noodzaak, het besluit van de Regent van 18 juni 1949 te herzien en er de nodige wijzigingen in aan te brengen.

+

\+ +

Volgens het ontwerp is het examen onder meer voor werkleiders voorbehouden.

Het koninklijk besluit van 18 november 1958 bepaalt : "De benaming werkleider bij de Koninklijke Militaire School vervangt die van werkleider ter aanduiding van de tot de tweede categorie van het Rijkspersoneel behorende graad, wanneer de betrekkingen bij de Koninklijke Militaire School worden uitgeoefend".

Dit besluit stelt bovendien de graad van eerstaanwezend werkleider bij de Koninklijke Militaire School in, een graad die ook tot de tweede categorie van het Rijkspersoneel behoort.

Anderzijds bepaalt artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 februari 1961, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 februari 1961 : "De in artikel 1, B, van het koninklijk besluit van 21 juni 1956 en in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 16 maart 1954 vermelde graden worden gegroepeerd als volgt en hun benaming wordt vervangen door de enige benaming welke boven aan hun groep voorkomt :

.../...

Chef van de werkplaatsen A : Ebis/94.800 - 152.400
- Eerstaanwezend werkleider bij de Koninklijke Militaire School.

...

Werkmeester A : E/80.800 - 128.800
- Werkleider bij de Koninklijke Militaire School.

...

Werkmeester B : E/80.800 - 126.800
- Werkleider bij het laboratorium van de keuringsdienst .

...".

Het ontwerp dient derhalve, voor zover het op werkleiders toepassing vindt, in overeenstemming te worden gebracht met de evengenoemde besluiten.

+

+ +

Wat de graad van meesterknecht eerste klasse betreft, schijnt het ontwerp evenmin in overeenstemming te zijn met het koninklijk besluit van 20 februari 1961. Volgens dit besluit zijn er meesterknechten A, B, C en D, en is de meesterknecht eerste klasse ingedeeld bij de groep "Meesterknecht B".

+

+ +

.../...

Het ontwerp zegt, dat de kandidaat ten minste het signalement "GOED" moet hebben en ten minste twee jaar dienst moet tellen sedert zijn toelating in vaste dienst of tot de proeftijd in de tweede categorie.

Het is mogelijk dat een vastbenoemd ambtenaar die zijn proeftijd heeft beëindigd, nog geen signalement heeft gekregen op het tijdstip dat hij zijn examen wenst af te leggen. In dat geval schijnt te moeten worden aangenomen, dat de ambtenaar aan de bevoegde hiërarchische meerdere een signalement vraagt bij toepassing van artikel 3, § 2, 4°, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 1959.

\+
\+ \+

Onder voorbehoud van de opmerking over de werkleiders en de meesterknechten eerste klasse, stelt de Raad van State een tekst voor, die met de bovenstaande bedenkingen rekening houdt en ook een aantal, niet nader te commentariëren vormwijzigingen in het ontwerp aanbrengt.

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 31 DECEMBER 1957 BETREFFENDE DE INRICHTING BIJ HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VAN EXAMENS VOOR BEVORDERING TOT DE GRAAD VAN CONDUCTEUR IN DE ARSENALEN EN IN DE ANDERE INRICHTINGEN OF DIENSTEN VAN HET LEGER DAN DE ALGEMENE DIENST EN DE PROVINCIALE DIRECTIES MILITAIRE BOUWWERKEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 4 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 december 1959, en op artikel 74 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, inzonderheid op artikel 33 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1957 betreffende de inrichting bij het Ministerie van Landsverdediging van examens voor bevordering tot de graad van conducteur in de arsenalen en in de andere inrichtingen of diensten van het leger dan de algemene dienst en de provinciale directies militaire bouwwerken;

Gelet op het advies van de departementale syndicale raad van advies ;

Gelet op het advies van Onze Minister van het Openbaar Ambt, gegeven op 10 januari 1961 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 december 1957 betreffende de inrichting bij het Ministerie van Landsverdediging van examens voor bevordering tot de graad van conducteur in de arsenalen en in de andere inrichtingen of diensten van het leger dan de algemene dienst en de provinciale directies militaire bouwwerken, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.-

De bevordering tot de graad van conducteur in de arsenalen en in de andere inrichtingen of diensten van het leger dan de algemene dienst en de provinciale directies militaire bouwwerken wordt afhankelijk gesteld van het slagen voor een door het Vast Wervingssecretariaat ingericht bevorderingsexamen.

Aan dit examen mogen alleen deelnemen vastbenoemde ambtenaren met een betrekking van chef van de werkplaatsen, werkmeester, werkleider, meesterknecht eerste klasse, eerstaanwezend tekenaar en tekenaar in de arsenalen en in de in het eerste lid bedoelde inrichtingen of diensten van het leger, die ten minste het signalement "GOED" hebben en ten minste twee jaar dienst tellen sedert hun toelating in vaste dienst of tot de proeftijd in de tweede categorie".

Artikel 2.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 3.-

... (zoals in het ontwerp) ...

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.